



pour une **politique nationale** ambitieuse de l'**enfance**

Les francas constatent :

- ➔ l'accroissement de la pauvreté, notamment des enfants et des jeunes ;
- ➔ de nombreuses atteintes portées aux droits de l'enfant et aux droits des enfants ;
- ➔ le système scolaire actuel peine à réduire les inégalités et l'accès aux loisirs éducatifs reste lui aussi inégal ;
- ➔ le développement de politiques publiques qui apportent des réponses fragmentaires et juxtaposées selon les différents âges, territoires ou situations concernés.

Les francas revendiquent :

- ➔ une prise en compte de chaque enfant dans sa singularité garantissant les conditions de développement, d'épanouissement et de bien-être de tous les enfants et les adolescents ;
- ➔ la prise en compte des enfants de la naissance à dix-huit ans dans toutes les politiques publiques et à tous les échelons du territoire ;
- ➔ une action sur la condition enfantine dans une visée bienveillante et émancipatrice ;
- ➔ l'exercice effectif de ses droits (droits de protection, droits de participation et droits de prestation) pour chaque enfant et chaque adolescent présent sur le territoire ;
- ➔ une plus forte prise en compte des enfants à besoins particuliers (dont les enfants en situation de handicap, de précarité, de migration, d'itinérance...);
- ➔ une plus grande accessibilité des espaces éducatifs.

Les francas appellent les candidats à s'engager s'ils sont élus à :

- ➔ instaurer une politique nationale de l'enfance ambitieuse et cohérente en prenant appui sur le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge ;
- ➔ traduire en actes dans les politiques publiques les recommandations de l'ONU concernant l'application par la France de la Convention internationale des Droits de l'Enfant ;
- ➔ renforcer les cadres législatifs et réglementaires permettant de privilégier systématiquement des mesures éducatives alternatives à l'incarcération des mineurs.

les francas

L'éducation en mouvement !

un mouvement d'éducation populaire

Les Francas ont pour ambition de contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative. Mouvement d'éducation populaire, ils fondent leur action sur des valeurs : humanisme, liberté, égalité, solidarité, laïcité, paix.

Les Francas s'attachent à faire évoluer le système éducatif et les cadres éducatifs et à faire partager les enjeux éducatifs actuels par le plus grand nombre. Ils encouragent l'engagement des citoyens et mobilisent les acteurs éducatifs dans leur diversité pour mieux accueillir les enfants, les adolescents et les jeunes sur leurs territoires.

Les Francas sont reconnus comme :

- ➔ un éducateur de proximité au service de l'enfance ;
- ➔ un organisateur de loisirs collectifs éducatifs ;
- ➔ un lieu de socialisation pour tous, entre l'école et la famille ;
- ➔ un cadre de formation au vivre ensemble et à la responsabilité ;
- ➔ un mouvement associatif citoyen, force de propositions ;
- ➔ un partenaire innovant des pouvoirs publics.

Les Francas sont partenaires de l'État, des collectivités territoriales et membres de collectifs éducatifs.

une présence éducative sur les territoires

Les Francas agissent au local dans les domaines suivants : conseil, accompagnement et évaluation des dynamiques et des politiques éducatives locales, des projets éducatifs de territoire (PEDT), amélioration qualitative des projets et des activités d'éducation dans le temps libre et les différents espaces éducatifs, développement des centres de loisirs éducatifs péri et extra scolaires, productions pédagogiques, soutien à la vie et à l'initiative associatives, formation et qualification des acteurs éducatifs (animateurs occasionnels et professionnels, élus locaux, responsables associatifs, responsables de collectivités territoriales, enseignants...), gestion directe de structures et d'activités éducatives locales, organisation de rencontres et de débats...

une tête de réseau, des dynamiques territoriales

Association éducative complémentaire de l'enseignement public, reconnue d'utilité publique, agréée Jeunesse et éducation populaire

- ➔ 81 associations départementales ;
- ➔ 1 200 organisateurs adhérents (associations et collectivités locales) ;
- ➔ 5 000 centres d'activités affiliés (centres de loisirs, espaces jeunes, ludothèques, accueils petite enfance...);
- ➔ 1,2 million d'enfants et d'adolescents accueillis chaque année ;
- ➔ 4 600 professionnels de l'animation (animateurs, directeurs, coordinateurs) et 11 000 jeunes animateurs volontaires (BAFA-BAFD) formés par an.



s'engager pour des valeurs et proposer une perspective de société

Les Francas constatent que, dans la perspective des échéances électorales de 2017, les thèmes de la sécurité, de la stigmatisation d'une frange de la jeunesse, du rejet de l'immigration, du repli sur soi et de la peur de l'autre, d'un retour à des valeurs d'ordre sont largement portés par plusieurs candidats.

Or, les Francas revendiquent depuis leur création de faire vivre des valeurs dans l'action éducative : humanisme, liberté, égalité, solidarité, laïcité, paix. Dans leur projet « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! », ils inscrivent leur action dans une perspective globale de société autour de six principes indissociables et déterminants pour permettre un développement durable.

- ➔ Une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits de l'homme et du citoyen.
- ➔ Une économie au service de l'humain.
- ➔ Une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous.
- ➔ Une société fraternelle ouverte à la diversité.
- ➔ Une société respectueuse de l'environnement.
- ➔ Une éducation, moteur de développement et de progrès humain.

À la vue de ces valeurs et de cette perspective de société, les Francas appellent les candidats, s'ils sont élus, à mettre en œuvre des politiques volontaristes pour :

- ➔ s'assurer de l'effectivité des droits de l'enfant pour tous les enfants ;
- ➔ améliorer les conditions de vie et le bien-être de tous les enfants selon les principes d'égalité et de solidarité entre les citoyens ;
- ➔ faire vivre la fraternité en favorisant le dialogue interculturel et en renforçant les dispositifs de lutte contre les stéréotypes, les discriminations et les replis identitaires ;
- ➔ renforcer et encourager l'association des enfants et des adolescents à la vie démocratique ;
- ➔ densifier le volet éducatif et le débat public sur les politiques de transition écologique et numérique.

2 pour un état garant de politiques éducatives nationales et territoriales émancipatrices

Les francas constatent :

- l'État formule aujourd'hui une nouvelle ambition publique en matière éducative ;
- une responsabilité accrue est confiée par la loi aux collectivités locales à travers le projet éducatif territorial ;
- la société civile et tout particulièrement les associations de jeunesse et d'éducation populaire prennent une large place dans l'action éducative locale tant sur le plan de la réflexion que de l'action ;
- l'accroissement de la mise en marché de l'action éducative nuit à la mise en cohérence des projets des espaces éducatifs.

Les francas revendiquent :

- une relation contractuelle entre l'État, les collectivités territoriales et les associations dans l'action éducative ;
- une approche globale des temps éducatifs traitant de l'école et des temps péri et extra scolaires ;
- une politique de développement des espaces éducatifs qui permette à tous les enfants et adolescents de vivre des parcours riches et diversifiés et qui reconnaisse la portée éducative des espaces informels ;
- une meilleure coordination entre service public national d'éducation et service public local d'éducation ;
- une action publique régulatrice pour que l'éducation ne soit pas soumise aux lois du marché.

Les francas appellent les candidats à s'engager

s'ils sont élus à :

- conduire des politiques éducatives prenant en compte la globalité de l'éducation, la contribution du temps de loisirs à la réussite éducative et favorisant la coéducation ;
- garantir par les politiques publiques l'égalité des droits, notamment du droit à l'éducation et une réussite pour tous ;
- impulser et animer une politique nationale ambitieuse d'éducation sur l'ensemble des territoires visant à combattre les inégalités sociales, éducatives et culturelles ;
- développer un service public d'éducation garantissant la non marchandisation du système éducatif et de l'action éducative.

3 pour soutenir et reconnaître toutes les formes d'engagement

Les francas constatent :

- en matière d'éducation et d'enfance, la place accordée aux professionnels et aux experts occulte souvent l'analyse des citoyens ;
- les enjeux des questions éducatives ne sont pas suffisamment posés et partagés dans le débat politique avec les citoyens ;
- l'engagement constitue pour les jeunes une véritable étape de vie et d'apprentissage de la citoyenneté.

Les francas revendiquent :

- le fait que l'enfance et l'éducation sont l'affaire de tous ;
- le pouvoir d'agir des citoyens, en reconnaissant leur expertise d'usage (acquise par l'action et la réflexion), en créant les conditions d'émergence de projets collectifs et de collaborations, en valorisant les initiatives ;
- la possibilité pour les parents et les familles de s'impliquer dans les espaces d'éducation scolaires ou des temps de loisirs ;
- la place de l'animation volontaire comme espace d'engagement pour les jeunes, aux côtés de l'action des professionnels ;
- la reconnaissance des compétences sociales et civiques acquises dans les expériences d'engagement et le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire comme favorisant la prise de responsabilité, l'échange de points de vue, les constructions collectives, l'agir ensemble, la formation et l'émancipation des citoyens.

Les francas appellent les candidats à s'engager

s'ils sont élus à :

- reconnaître et valoriser par des politiques publiques toutes les formes d'engagement au service de l'intérêt général, dont le volontariat dans l'animation ;
- associer les organisations, notamment celles de jeunesse et d'éducation populaire, espaces privilégiés d'engagement, dans les politiques en faveur des jeunes ;
- mettre en œuvre un plan pluriannuel de formation des acteurs associatifs et de soutien aux dirigeants bénévoles.

4 pour construire la cohérence des temps et des espaces éducatifs

Les francas constatent :

- l'État reconnaît aujourd'hui la capacité avérée des collectivités territoriales à se doter d'une stratégie éducative contribuant au bien-être et à la réussite des enfants et des adolescents ;
- le centre de loisirs éducatif, accueillant les enfants sur les temps péri et extrascolaires, est un acteur majeur dans la construction de la continuité et de la cohérence éducative territoriales ;
- la société civile, et tout particulièrement les associations de jeunesse et d'éducation populaire, prennent une large place dans l'action éducative locale tant sur le plan de la réflexion que de l'action.

Les francas revendiquent :

- le droit et l'accès à l'éducation pour tous, tout au long de la vie ;
- le fait de permettre à tous les enfants et les adolescents d'accéder à des ressources éducatives, sociales et culturelles sur tous leurs temps de vie dans le cadre de parcours éducatifs riches et choisis ;
- la contribution des temps de loisirs au développement, à l'épanouissement, à l'émancipation et au bien-être des enfants et des adolescents et donc à leur réussite éducative globale.

Les francas appellent les candidats à s'engager

s'ils sont élus à :

- impulser une action publique volontariste de développement qualitatif des accueils collectifs de mineurs, vers un centre de loisirs éducatif associé à chaque école et établissement scolaire ;
- renforcer les politiques publiques permettant à tous les enfants et les adolescents de vivre des parcours éducatifs, sociaux, culturels et citoyens diversifiés ;
- financer des programmes de recherche sur l'éducation, l'innovation pédagogique et sur le numérique comme nouvel espace éducatif.

5 pour développer la formation professionnelle des acteurs éducatifs

Les francas constatent :

- la généralisation progressive des politiques éducatives locales entraîne des besoins croissants de professionnalisation du secteur de l'animation socioéducative, à tous les niveaux de responsabilité (animateurs, coordinateurs et directeurs) ;
- le cloisonnement des filières de formation et celui des pratiques des professionnels de l'enfance, de l'éducation et de l'animation ne permettent pas aux acteurs de la communauté éducative d'agir et d'intervenir ensemble. Ils ne facilitent pas l'évolution de l'emploi, sa durabilité, la pluri-activités et la mobilité professionnelle ;
- la formation continue reste insuffisamment mobilisée au regard des évolutions à l'œuvre ;
- quatre acteurs majeurs interviennent aujourd'hui dans la formation professionnelle des acteurs éducatifs et socioéducatifs : la branche de l'animation, le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ), les conseils régionaux.

Les francas revendiquent :

- la formation professionnelle et la qualification de tous les intervenants éducatifs comme un levier de développement pour la qualité de l'action éducative locale et comme un facteur d'émancipation individuelle dans une logique d'éducation permanente ;
- la mobilisation de moyens en formation professionnelle continue en direction de toutes les catégories d'acteurs, ce tout au long de la vie, au nom du droit à l'apprentissage de tous les adultes pour permettre des parcours professionnels ;
- le développement d'un travail interministériel sur les métiers de l'éducation.

Les francas appellent les candidats à s'engager

s'ils sont élus à :

- créer une filière de formation initiale à l'animation socioéducative du niveau IV au niveau I, publique, gratuite et rattachée aux métiers de l'éducation ;
- impulser une politique publique de formation professionnelle continue de tous les acteurs éducatifs ;
- instaurer, en lien avec les conseils régionaux, un tronc commun des formations professionnelles aux différents métiers de l'éducation.